



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

mobilisation en faveur de Sophie Pétronin, otage au Mali

Question au Gouvernement n° 789

Texte de la question

MOBILISATION EN FAVEUR DE SOPHIE PÉTRONIN, OTAGE AU MALI

M. le président. La parole est à M. Éric Bothorel, pour le groupe La République en marche.

M. Éric Bothorel. Ma question s'adresse à Mme la ministre chargée des affaires européennes.

« Je ne lâcherai rien, je n'abandonnerai jamais. » Ces mots sont ceux de Sébastien, le fils de Sophie Pétronin, avec lequel je me suis entretenu au téléphone hier soir.

Notre compatriote Sophie Pétronin, âgée de 72 ans, est retenue au Mali depuis le 24 décembre 2016, soit plus de 450 jours de détention. Médecin, elle dirigeait une association humanitaire à Gao, venant en aide aux femmes enceintes et aux orphelins. La dernière preuve de vie de Sophie Pétronin daterait du jeudi 1er mars ; elle a été envoyée par les terroristes du groupe Jamaat Nosra, groupe terroriste affilié à Al-Qaïda. Quatre cent cinquante jours, c'est long, très long – trop long.

Par le passé, j'ai partagé le quotidien de ces familles qui attendent le retour d'un proche. Certaines associations leur apportent un soutien essentiel : je salue la mobilisation de l'une d'entre elles, Otages du monde, et de mes amis Ingrid Betancourt, Martine Gauffeny, Jean-Louis Normandin et Patricia.

M. Richard Ferrand et M. Mustapha Laabid . Très bien !

M. Éric Bothorel. Ces associations contribuent à maintenir une solidarité et une chaleur humaine dans ces longs moments de détresse des proches.

Le temps qui passe sans nouvelles est insoutenable, et je comprends que les proches de Sophie Pétronin, comme d'autres familles dans une situation similaire par le passé, choisissent désormais d'exprimer publiquement leur détresse. Mais au-delà de cette détresse, c'est surtout leur détermination à pouvoir serrer leur mère, leur tante, leur amie dans leurs bras un jour prochain, demain, qui doit compter pour nous.

Madame la ministre, la France n'est pas elle-même tant qu'une de ses compatriotes est retenue loin des siens, contre son gré.

M. Claude Goasguen. Très bien !

M. Éric Bothorel. Quels éléments pouvez-vous communiquer à la représentation nationale quant aux efforts fournis par le Gouvernement pour que Sophie rejoigne les siens ? Où qu'elle soit, je suis certain que ce message lui parviendra : Sophie, nous ne vous oublions pas. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre chargée des affaires européennes.

Mme Nathalie Loiseau, *ministre chargée des affaires européennes*. Monsieur le député, comme vous l'avez rappelé, Sophie Pétronin a été enlevée le 24 décembre 2016 à Gao, au Mali. Elle avait déjà fait l'objet d'une tentative de rapt en 2012, à l'époque où les groupes djihadistes occupaient Gao, avant le déclenchement de l'opération Serval. Ses ravisseurs ont adressé deux vidéos, qui sont des preuves de vie, en juillet 2017 et en mars 2018.

Soyez assuré, monsieur le député, que les autorités françaises ne négligent aucun effort pour retrouver et ramener notre compatriote. Le Président de la République a donné des instructions très claires, et Jean-Yves Le Drian le tient informé régulièrement et personnellement.

Vous comprendrez aussi que je ne peux donner aucune précision sur la nature de ces efforts. Comme dans toutes les affaires d'otages, la plus extrême discrétion est de mise, non seulement pour assurer la sécurité de nos compatriotes, mais aussi pour garantir l'efficacité de notre action.

Soyez assuré que le ministère de l'Europe et des affaires étrangères se tient aux côtés des proches de Mme Pétronin. Jean-Yves Le Drian a reçu le fils et les neveux de l'otage. Les fonctionnaires du centre de crise se tiennent aux côtés du fils de Mme Pétronin ; ils se sont rendus, avec lui, dans la région. J'en profite pour rendre hommage au travail exceptionnel qu'ils accomplissent.

Les efforts de la France sont multiples, et nous ferons tout pour retrouver et ramener Mme Pétronin. Sachez-le, monsieur le député : la France n'oublie jamais les siens. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

Données clés

Auteur : [M. Éric Bothorel](#)

Circonscription : Côtes-d'Armor (5^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 789

Rubrique : Terrorisme

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 avril 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 avril 2018](#)